

Omar Barghouti, cofondateur de BDS : « Nous en perdons certaines, mais nous gagnons la plupart des batailles »

Pour Omar Barghouti, la campagne mondiale pour boycotter Israël est en bonne voie d'atteindre ses objectifs.

Omar Barghouti est un militant palestinien pour les droits de l'homme, auteur, et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), la campagne mondiale pour le boycott d'Israël (Kevin van den pour Intal/Flickr)

Zahra Hankir – Middle East Eye – 29 novembre 2017

La semaine dernière, la Knesset d'Israël a adopté un vote préliminaire sur un projet de loi qui autorisera les Israéliens à intenter un procès à toute personne et tout groupe appelant au boycott des colonies de peuplement du pays. Avec cette loi, le demandeur n'a aucun besoin de prouver l'existence de dommages précis, et l'indemnisation pourra monter jusqu'à 500 000 shekels (plus de 120 000 €).

D'après la presse, Yoav Kish, le membre de la Knesset qui a soumis le projet, a déclaré qu'Omar Barghouti, militant palestinien pour les droits de l'homme, auteur, et cofondateur du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), qui est un résident permanent d'Israël, pourrait être poursuivi en vertu de la nouvelle loi.

Barghouti cependant voit cela comme un signe que la campagne mondiale pour le boycott d'Israël a gagné une telle popularité que ses adversaires doivent recourir à des « mesures

désespérées » pour enrayer sa progression.



Des manifestants pro-palestiniens portent des pancartes annonçant la marche BDS contre l'aide américaine à Israël, le 22 août 2016, Beverly Hills, CA (AFP)

« En raison de l'échec d'Israël à arrêter la croissance impressionnante du mouvement BDS et sa conquête des cœurs et des esprits dans le monde entier, Israël et ses groupes de pression ont recours aux mesures répressives, désespérées et peut-être illégales d'une guerre juridique qui vise à étouffer le mouvement », déclare Barghouti, 53 ans, à Middle East Eye.

Le projet de loi proposé est la plus récente de toute une série de motions en Israël, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, qui visent à réduire l'impact du mouvement BDS.

Le BDS, qui se définit comme un mouvement qui « œuvre pour mettre fin au soutien international à l'oppression d'Israël contre les Palestiniens, et pour faire pression sur Israël

pour qu'il se conforme au droit international », se trouve de plus en plus sous les feux des projecteurs alors qu'il fait face à un examen par des détracteurs qui vont de législateurs nord-américains à des militants étudiants en Autriche.

Cet examen, dit Barghouti, est une conséquence des nombreux succès du BDS, et il n'a pas entamé son optimisme. En fait, la campagne est en bonne voie d'atteindre ses objectifs, affirme le fondateur du BDS.

Controverses sur les campus

Alors que Barghouti était au Royaume-Uni plus tôt ce mois-ci pour prendre la parole à la London School of Economics – LSE (l'École d'économie et de sciences politiques de Londres) et à l'Université de Cambridge, des militants étudiants ont accusé ces deux universités de censurer les événements qui mettent en vedette le fondateur du BDS.

Selon ces étudiants, l'Université de Cambridge aurait menacé d'interdire l'évènement à moins que les organisateurs ne retirent sa présidence à l'universitaire palestinienne Ruba Salih, se déclarant préoccupée quant à sa neutralité. Salih, qui enseigne à l'École des études orientales et africaines (SOAS), a par la suite été remplacée par Paul Mylrea, le directeur des communications de l'Université.

Lors d'un autre évènement sur le mouvement BDS, la LSE a demandé aux universitaires qui animaient la rencontre de remplacer la présidente qui était prévue, Ayca Cubukcu, une universitaire turque spécialisée dans le Moyen-Orient, par un universitaire « indépendant » nommé.

Cubukcu a ainsi été remplacée par Eric Neumayer, professeur au département de géographie de la LSE.



« Les défenseurs des droits de l'homme ont seulement la 'haine' de l'injustice, de l'oppression, de l'apartheid, et des autres formes de déni des droits » (Kevin van den pour Intal/Flickr)

Barghouti n'est pas préoccupé par ces revers et les autres. Au contraire, ils semblent avoir renforcé sa détermination. *« Nous rejetons la sélectivité négative »* dit-il, en notant que des dizaines d'associations d'étudiants sur les campus au Royaume-Uni, au Canada, aux États-Unis et ailleurs, ont mis en œuvre avec succès des mesures BDS.

De multiples syndicats d'étudiants au Royaume-Uni – dont le Syndicat national des étudiants, organisation de tutelle – ont effectivement soutenu les motions liées au BDS. Le syndicat des étudiants de la SOAS de Londres a été l'un des premiers du pays à approuver le BDS. Des syndicats d'étudiants au King's College de Londres, à l'Université de Manchester, à l'University College de Londres, et à l'Université de

Liverpool, ont adopté des résolutions similaires, entre autres.

Comme les syndicats d'étudiants sont agréés en tant qu'organisations caritatives au Royaume-Uni, ils ont l'obligation légale de soutenir les opinions de leurs membres.

Certaines universités ont pris du recul par rapport aux motions BDS en disant que les syndicats d'étudiants sont des entités distinctes des écoles elles-mêmes. La Commission sur les organisations caritatives serait en train d'enquêter pour savoir si les syndicats d'étudiants enfreignent la loi en soutenant le BDS.

Aux États-Unis, les conseils d'étudiants à l'UCLA, à Stanford et à l'université de Californie de Berkeley, ont adopté diverses résolutions de désinvestissement contre des entreprises affiliées à l'occupation militaire et aux colonies de peuplement israéliennes.

D'un autre côté, rien qu'au cours des trois dernières semaines, des dirigeants étudiants de l'Université du Maryland et de l'Université d'Ottawa au Canada, ont rejeté des motions de soutien aux boycotts d'Israël. Ces militants affirment qu'adopter le BDS « *nuirait aux juifs et aux Israéliens* » et créerait un précédent négatif pour les groupes faisant l'objet de discrimination aux États-Unis et au Canada.

Diverses formes de législation anti-BDS ont également été débattues ou promulguées aux États-Unis. Par exemple, le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a fait adopter en mai un projet de loi qui interdit aux organismes d'État de faire travailler les entreprises qui boycottent Israël.

En octobre, l'Union américaine pour les libertés civiles a intenté un procès, au niveau fédéral, contre l'État du Kansas, faisant valoir qu'une loi anti-BDS violait le premier amendement.

La Déclaration de Balfour

La venue de Barghouti au Royaume-Uni plus tôt ce mois-ci coïncidait avec le 100^e anniversaire de la Déclaration de Balfour, cet accord qui a facilité la création de l'État d'Israël et qui a déclenché l'exode palestinien.



Un Palestinien tient une banderole avec, écrit en anglais, « *Boycott, le désinvestissement et les sanctions* » lors d'une manifestation en juin 2013 près de la colonie juive de Bat Ayin, à l'ouest d'Hébron en Cisjordanie (AFP).

Le Royaume-Uni est resté drastiquement en deçà de ce qu'il doit aux Palestiniens.

« *Le peuple palestinien tient à ce que le Royaume-Uni expie pour son rôle dans la destruction sioniste de la Palestine, le nettoyage ethnique des Palestiniens autochtones* », dit

Barghouti. « *Au-delà des excuses, le Royaume-Uni doit mettre fin à sa complicité profonde dans les crimes et les violations des droits de l'homme commis par Israël contre le peuple palestinien* ».

« *À tout le moins, il doit mettre un terme à son commerce d'armes et à ses recherches militaires avec Israël, interdire l'importation des produits des entreprises israéliennes et internationales impliquées dans l'occupation militaire et l'apartheid israéliens, et mettre fin à la complicité des entreprises et institutions britanniques dans ces violations* ».

Le Département pour les communautés au Royaume-Uni et le Gouvernement local ont tenté d'interdire les boycotts « *inappropriés* » par les conseils et les mairies, afin de les empêcher « *d'imposer des restrictions aux entreprises et aux pays qu'ils utilisent – particulièrement en introduisant des boycotts sur les produits d'Israël* ». Un porte-parole du Parti travailliste, le dirigeant Jeremy Corbyn, a qualifié l'an dernier cette initiative d'attaque contre la démocratie locale. En juin, la Haute Cour du Royaume-Uni jugeait que les tentatives de restreindre les boycotts « *éthiques* » d'Israël étaient illégales.

Mais le 2 novembre, Theresa May dînait avec le Premier ministre d'Israël, Benjamin Netanyahu, avec une foule de dignitaires, pour célébrer l'anniversaire de la Déclaration de Balfour, déclarant que la Grande-Bretagne est « *fière* » de son « *rôle de pionnier dans la création de l'État d'Israël* ».

« ***En progression*** »

« *Le BDS, comme tous les mouvements des droits de l'homme et sociaux, ne progresse pas de façon linéaire* » dit Barghouti. « *Nous en perdons certaines, mais nous gagnons la plupart des batailles, donc la direction générale est en progression* ».

Parmi les plus récentes victoires de BDS figurent la décision des fonds de pension danois Sampension de mettre sur liste noire quatre entreprises israéliennes qui offrent une variété de services dans les colonies de peuplement, notamment des opérations bancaires, des constructions et télécommunications, et, autre victoire, la plus importante organisation agricole de l'Inde qui s'est jointe au mouvement.

Le réalisateur britannique Ken Loach a fait don du produit des projections israéliennes de son film primé, *I Daniel Blake*, aux organisations populaires palestiniennes.

Parmi les pays où des responsables politiques ont exprimé leur soutien au BDS, mouvement fondé en tant que collectif en 2005 et qui s'inspire de la lutte de l'Afrique du Sud contre l'apartheid, se trouvent le Chili, la Bolivie, le Venezuela et l'Afrique du Sud, entre autres.

« Cette impressionnante croissance du BDS au niveau mondial explique pourquoi Israël a créé tout un ministère qui se consacre à la lutte contre le mouvement, et pourquoi il attribue des ressources financières et humaines massives à cette guerre », indique Barghouti.

« Des batailles remarquables »

Israël a effectivement intensifié ses efforts contre le BDS. Le 14 novembre, le ministre des Affaires stratégiques, Gilad Erdan, déclarait que l'État est en train de passer de la « défensive à l'offensive » contre la campagne BDS, commentant la décision d'Israël de refuser l'entrée à sept membres d'une délégation de responsables européens qui soutiennent la campagne.

Cette évolution a été ancrée dans une loi promulguée cette année et qui impose, pour les militants du boycott anti-Israël, une interdiction d'entrer en Israël.

En octobre, le directeur du plaidoyer pour le Moyen-Orient à Amnesty International/États-Unis s'est vu interdire l'entrée en Cisjordanie occupée via la Jordanie alors qu'il venait visiter les membres de sa famille, après le décès de son père.

Amnesty a critiqué une loi adoptée par la Knesset en 2011 qui érige en infraction tout appel à un boycott contre Israël ou ses colonies de peuplement, en soutenant que la législation « *aurait un effet effrayant sur la liberté d'expression en Israël* ».



Une soixantaine de personnes manifestent devant l'endroit où la vétérane de la résistance palestinienne, et deux fois pirate de l'air, Leila Khaled, sera présente à une initiative BDS, le 13 février 2015, au Cap. (AFP)

De son côté, Erdan déclarait en 2015 que la campagne BDS est basée sur « *une duperie et une déformation de la réalité. Elle espère qu'en empilant mensonge sur mensonge dans la salle du conseil, sur les campus des collèges, et à l'assemblée des*

Églises, elle arrivera à obscurcir la vérité. C'est immoral, et c'est anti-paix ».

En 2016, Netanyahu déclarait lors d'un sommet des Nations-Unies que *« le BDS n'a rien à voir avec les droits de l'homme, rien à voir avec la justice ».*

Et d'ajouter que : *« La raison pour laquelle nous devons combattre le BDS, c'est parce que c'est faux ; c'est un scandale moral ».*

Quant aux militants anti-BDS qui ont mené la campagne en faveur de certaines de ces mesures législatives, ils affirment souvent que le BDS nourrit *« la haine ».*

À ces critiques, Barghouti répond : *« BDS est ancré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est un mouvement inclusif qui adopte une solide plate-forme antiraciste, et qui promeut la liberté, la justice, et l'égalité ».*

« Les défenseurs des droits de l'homme ont seulement la 'haine' de l'injustice, de l'oppression, de l'apartheid, et des autres formes de déni des droits » ajoute-t-il.

Intersectionnalité

Selon Barghouti, le BDS est, fondamentalement, une campagne intersectionnelle qui *« reconnecte la lutte palestinienne pour la liberté aux luttes internationales pour la justice raciale, autochtone, économique, sexuelle, sociale et climatique ».*

« L'intersectionnalité de la lutte palestinienne pour la justice avec les autres luttes pour la justice dans le monde, à la lumière de la xénophobie, de l'extrême droite raciste à l'ère de Donald Trump, Marine Le Pen, Netanyahu et d'autres », est particulièrement pertinente et opportune, dit Barghouti.

Les partisans du BDS sont en effet très divers. La campagne compte des fonds de pension, des Églises, des syndicats, des associations académiques, des mouvements sociaux et des groupes LGBTQ parmi ses partisans ou adhérents. En 2016, le mouvement Black Lives Matter (Les vies des Noirs comptent) a approuvé le BDS sur sa plate-forme politique, critiquant les États-Unis pour leur fourniture d'aides militaires à Israël.

Les partisans et les membres BDS de la Campagne US pour les droits des Palestiniens ont, en retour, exprimé leur solidarité avec les luttes pour les droits civiques aux États-Unis.

Ces deux communautés se sont réunies pour réaliser une vidéo parlée, *When I See Them I See Us (Quand je les vois, je nous vois)*, qui met en vedette Angela Davis, Lauryn Hill et différents artistes noirs et palestiniens, et elle a été diffusée.

D'éminentes personnalités publiques, dont les écrivains Arundhati Roy, Junot Diaz et Naomi Klein, la philosophe Judith Butler et le lauréat du prix Nobel Desmond Tutu, ont investi tout le poids de leur célébrité et de leurs prouesses intellectuelles dans la campagne.

Aux deux extrémités opposées du débat sur le boycott culturel se trouvent Radiohead et Roger Waters de Pink Floyd. Quand le groupe Radiohead s'est produit à Tel Aviv en juillet, rejetant les appels de BDS au boycott de l'État, il a été accueilli par un examen attentif des partisans de la campagne, et par un enthousiasme en Israël.

Selon le magazine *Variety*, un journal israélien a encouragé les habitués du concert à brandir les drapeaux israéliens lors du spectacle de soutien à l'État.

L'animateur de Radiohead soutenait à l'époque que « *jouer dans un pays ne veut pas dire soutenir son gouvernement* ».

Pendant ce temps, Waters a constamment maintenu son soutien au BDS malgré les critiques de certains de ses pairs, disant : « *C'est la seule chose que j'ai vue qui n'a eu absolument aucun effet* ».

Un boycott culturel et académique, en plus d'un boycott économique, est nécessaire, affirme Barghouti, parce ce qu'il souligne « *le rôle pernicieux que jouent les institutions académiques d'Israël et, dans une moindre mesure, ses institutions culturelles, dans la planification, la mise en œuvre, la justification ou le blanchiment de ses crimes flagrants commis contre le peuple palestinien* ».



Zahra Hankir est une journaliste libanaise indépendante, basée à Londres, spécialisée dans le Moyen-Orient. Elle édite actuellement un livre d'essais par des journalistes femmes arabes, qui devrait être publié par Penguin Books en 2019.

<http://www.middleeasteye.net/in-depth/features/facing-opposition-bds-founder-says-anti-israel-boycott-undeterred-415787540>

Traduction : JPP pour BDS 34